

migration, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration de façon à conférer au gouverneur en conseil, à titre permanent, le pouvoir de nommer sept membres à titre temporaire à la Commission et, à titre temporaire, le pouvoir de nommer à titre temporaire le nombre de membres qu'il considère nécessaire pour trancher l'arriéré d'appels de la Commission ainsi que les appels à venir.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les sept questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 105—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale le ministère du Revenu national a-t-il consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?

2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif? (Document parlementaire n° 291-2/105).

N° 1019—*M. Hueglin*

1. En ce qui concerne les réclamations frauduleuses d'assurance-chômage, quelle méthode, le cas échéant, a-t-on conçue pour éliminer les réclamations frauduleuses d'assurance-chômage?

2. Combien de réclamations, le cas échéant, a-t-on rejetées, par mois, a) durant l'année civile 1971, b) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972 jusqu'au dernier mois pour lequel des statistiques sont disponibles?

3. Parmi les réclamations rejetées en a) 1972 et b) 1971, combien, par mois, étaient (i) des premières réclamations (ii) des renouvellements? (Document parlementaire n° 291-2/1019).

N° 1725—*M. Korchinski*

1. Combien de demandes de subventions dans le cadre du Programme des initiatives locales ont été faites par des associations d'Indiens ou par les Indiens vivant dans des réserves?

2. Quelles sont les réserves qui ont reçu des subventions en vertu de ce Programme, quels en ont été les montants et à quelles fins ont-elles été accordées? (Document parlementaire n° 291-2/1725).

N° 1727—*M. Muir*

1. Combien de demandes ont été approuvées en Nouvelle-Écosse en vertu du Programme d'initiatives locales?

2. Combien de demandes ont été approuvées pour chacune des circonscriptions fédérales de la Nouvelle-Écosse et, dans chaque cas, quel était le montant de la subvention et le nom du projet?

3. Combien de demandes sont venues de chacune des circonscriptions fédérales de la Nouvelle-Écosse? (Document parlementaire n° 291-2/1727).

N° 1893—*M. Beaudoin*

1. Le Canada a-t-il importé des pierres de «Granite» pour usages multiples d'autres pays depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971 et, dans l'affirmative, de quels pays?

2. Les industries non canadiennes qui exportent du «Granite» au Canada ont-elles des frais de douanes ou autres à payer et, dans l'affirmative, quels sont ces frais?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il déjà (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) aidé financièrement, soit par des prêts ou des dons, des compagnies canadiennes qui se spécialisent dans l'extraction du «Granite» et, dans l'affirmative, quelles sont ces compagnies et quelle a été la nature de l'aide fédérale? (Document parlementaire n° 291-2/1893).

N° 1900—*M. Forrestall*

1. Quels sont les noms, dates de construction, les modèles de navire et la durée de service prévue des navires de la Garde côtière canadienne?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir un programme de remplacement et de modernisation particulier pour la Garde côtière canadienne, a) dans l'affirmative, à quelle date, b) si ce n'est pas cette année, pour quelle raison? (Document parlementaire n° 291-2/1900).

N° 2052—*M. Matte*

1. a) Combien de conférences fédérales-provinciales ont eu lieu depuis 1936, b) quelle était la date de chacune et c) quelle en était la nature?

2. A-t-on discuté au cours de ces conférences de la constitution canadienne et, dans l'affirmative, quand? (Document parlementaire n° 291-2/2052).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-192, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (n° 2), soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Après plus ample débat, ladite motion est mise aux voix et, en conformité des dispositions d'un ordre adopté aujourd'hui, un vote par appel nominal portant deuxième lecture et renvoi à un Comité plénier du Bill C-192, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (n° 2), est